

DÉCLARATION FNEC-FP-FO CTA DU 17 DÉCEMBRE 2013

Monsieur Le Recteur,
Mesdames & Messieurs les membres du CTA

Jeudi dernier, 12 décembre, Monsieur Le MEN a annoncé à nos organisations syndicales qu'il ne voulait prendre aucune décision immédiate concernant les statuts des personnels. Pour la FNEC-FP-FO, il s'agit d'une première prise en compte des revendications qu'elle porte. Mais ce n'est pour le moment qu'un simple report de décision. La menace de l'unification des missions qui contourne les statuts particuliers de chaque corps pèse toujours sur les Enseignants du second degré. Et pour les Professeurs de LP, la crainte d'avoir la contrainte liée au public devant lequel ils devront enseigner (initial, apprentissage, etc.), est bien présente !

Monsieur Le MEN a aussi annoncé qu'il ouvrirait d'autres concertations sur les lycées et les lycées professionnels. Tous les syndicats de notre fédération vont donc poursuivre la campagne d'information et de mobilisation de personnels, à multiplier les prises de positions exigeant le maintien de toutes les garanties statutaires et posant toutes les revendications, notamment en matière de rémunération et de conditions de travail. La FNEC-FP-FO réaffirme son soutien à la grève des professeurs de classes préparatoires et à leur exigence de retrait définitif du projet du Ministre. Il est d'ailleurs inacceptable qu'un Ministre de la République cherche à opposer des agents de l'Etat entre eux ! Et non, ce n'est pas en « abîmant » ce qui fonctionne bien que le gouvernement parviendra à aider les plus fragiles...

La FNEC-FP-FO souhaite maintenant que Monsieur Le Ministre réponde aussi sur les rythmes scolaires. Les fortes mobilisations des enseignants, des parents et des élus contre cette réforme, devraient convaincre le MEN d'arrêter la mise en place à marche forcée des « nouveaux rythmes scolaires »...Le Ministre ne peut plus se prévaloir d'aucun consensus ! Le Ministre doit entendre, il doit suspendre sa réforme et retirer son décret.

Concernant la journée de rattrapage du lundi 2 septembre, nous vous remercions, Monsieur Le Recteur, d'avoir répondu à nos courriers. Mais votre réponse ne peut pas satisfaire les personnels car elle confirme que le MEN a instauré un jour de travail gratuit ! Nous sommes certains, Monsieur Le Recteur, que vous comprendrez aisément que la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui les enseignants (toujours plus de travail, pas d'augmentation de salaire, conditions de travail dégradées, etc.), ne les encourage pas à accepter de faire du bénévolat. Nous espérons que vous répondrez à toutes les demandes individuelles que vous avez reçues et nous vous ferons parvenir les pétitions signées. Soyez sûr que beaucoup d'enseignants n'accepteront pas d'être victimes d'une retenue sur salaire ou de ne pas avoir les heures effectuées le mercredi 13 novembre rémunérées en HSE. La FNEC-FP-FO réfléchit à la suite à donner et soutiendra toutes les actions qui seront envisagées pour que cette attaque contre le droit du travail soit repoussée.

Concernant les différents points à l'ordre du jour de ce CTA, bien sûr, nous interviendrons au fur et à mesure de son déroulement, mais nous souhaitons aborder deux d'entre-eux dans cette déclaration.

Les prévisions d'effectifs pour la rentrée 2014

Nous comprenons bien qu'il est essentiel de préparer la rentrée 2014 dès maintenant... Et nous sommes sûrs que les prévisions de vos services, Monsieur Le Recteur, s'avèreront justes... Oui, la politique académique qui consiste à orienter massivement vers la voie générale et technologique ainsi qu'à baisser les taux de redoublements, va forcément s'imposer, comme d'habitude, à tous. Vos prévisions n'en sont finalement pas, ce sont juste des objectifs que vous allez atteindre parce que vous vous en donnez les moyens. Et pour nos collègues qui travaillent à l'épanouissement de leurs élèves, savoir que les « flux » sont déjà décidés, c'est très frustrant, car ils peuvent se demander si leur travail, notamment celui de l'orientation, est très utile. Nous tenons aussi à réaffirmer ici que le premier facteur qui contribue à dégrader nos conditions de travail, c'est justement cette politique d'orientation, cette « chute en avant » qui consiste, par mépris pour la voie professionnelle, à ne pas tenir compte ni des vœux des jeunes et de leur famille, ni de leurs qualités.

La carte des formations professionnelles

Pour la première fois, les projets de mesures de carte des formations professionnelles ont été décidés conjointement par les services de la Région et du Rectorat. Il y a des fermetures annoncées et, dans le contexte actuel, c'est inacceptable. Tous les établissements qui avait eu une « alerte effectif » et qui sont cette année encore « victimes », ont pourtant fait les efforts nécessaires demandés. Les suppressions de formations de CAP, alors que nous avons de nombreux jeunes en très grande difficulté, sont inadmissibles ! Et lorsqu'elles le sont pour financer des places de BTS, cela relève carrément à la fois de l'indécence et d'une absence totale du sens de l'intérêt général !

Nous souhaitons également dire encore une fois que les difficultés de recrutement auxquelles font face les LP sont essentiellement dues à la politique académique favorisant l'accès à la voie générale et technologique.

La semaine dernière, il y a eu au sujet de ces projets, ce que certains appellent « dialogue social ». Nous attendons de voir s'il sera suivi d'effets. Monsieur Le Recteur, avez-vous des modifications à nous proposer suite aux débats et aux arguments que les uns et les autres ont apportés ? Nous l'espérons !

Merci à tous pour votre écoute.

Pour la FNEC-FP-FO
Eric Mouchet